



Objet : Tarifs municipaux Service des Sports 2027

N°D 2026-100

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2026 donnant délégation de pouvoir au maire pour prendre les décisions en vertu de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité pour la ville de fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

DECIDE

Article 1 : D'augmenter en moyenne de 0.9% les tarifs municipaux pour 2027.

Article 2 : Après avoir procédé à leur transmission en sous-préfecture et leur publication, d'appliquer à

compter du 1^{er} janvier 2027 les tarifs municipaux du Service des Sports suivants :



SERVICE DES SPORTS		
	Accusé de réception en préfecture 074-217402247-20261012-D2026-100-AR Date de télétransmission : 16/10/2026 Date de réception en préfecture : 16/10/2026	
	2026	2027
Location des salles sportives du complexe sportif «Labrunie » (tarif horaire) ⁽²⁾		
les comités départementaux de Haute-Savoie de Tennis de Table et de Judo	12,25	12,35
clubs sportifs adhérents à l'Office Rochois des Sports	Gratuit	Gratuit
Autres associations / organismes	22,30	22,50
Location des salles sportives du complexe sportif « Labrunie » (tarif journalier) ⁽²⁾		
les associations / comités départementaux et régionaux d'Auvergne Rhône Alpes (AURA) de toutes disciplines sportives, à l'exception des comités départementaux de Haute-Savoie de Tennis de Table et de Judo	163,00	164,00
les associations / comités et fédérations hors région AURA	500,00	500,00
Location salle de réunion du complexe sportif « Labrunie » (tarif réunion) ⁽²⁾		
les comités départementaux et utilisateurs autres que les clubs sportifs adhérents à l'Office Rochois des Sports ⁽¹⁾	42,00	42,00
clubs sportifs adhérents à l'Office Rochois des Sports	Gratuit	Gratuit

2) Du 1^{er} novembre au 30 avril les tarifs de locations de salles sont majorés de 10 % pour les frais de chauffage

Certifié exécutoire par le Maire
2026

En mairie, le 12 octobre

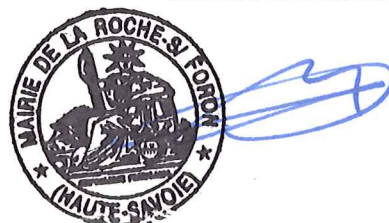
reçu en sous-préfecture de Bonneville le

Le Maire,

publié en mairie le

Benoît CHAMBOURDON

notifié le



Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, boîte postale 1135b, 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comprenant l'accès à «Télérécours citoyens »). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de la commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).